

Covid. À l'école, le grand yo-yo des masques

Vendredi 5 Novembre 2021

[Olivier Chartrain](#)

Le retour du masque obligatoire à la rentrée dans les classes de 39 départements soulève une interrogation : fallait-il l'enlever, à quelques jours des vacances ?

Avec le gouvernement, le port du masque à l'école élémentaire, c'est comme dans la chanson : ça s'en va et ça revient. Et cette fois, ça revient, avec l'annonce, mercredi 3 novembre, du retour de l'obligation du port du masque du CP au CM2 dans 39 des 79 départements qui avaient eu le droit de s'en passer avant les vacances de la Toussaint. Cette obligation, qui s'assortit d'un retour au niveau 2 de l'alerte sanitaire, impliquant d'autres mesures comme la limitation du brassage – en particulier dans les cantines –, prendra effet le jour de la rentrée, lundi 8 novembre.

La justification, donnée par le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, est simple : dans les départements concernés, « *le taux d'incidence s'est malheureusement réstabilisé au-dessus de 50 pour 100 000 habitants* ». Le même, rappelant le rôle de « *boussole* » de ce seuil, expliquait : « *Dès lors qu'on peut alléger des mesures de contrainte, nous le faisons.* » C'est en vertu de ce principe qu'en trois vagues, les 4, 11 et 18 octobre, 47 départements d'abord, puis 67 et enfin 79 avaient été autorisés à tomber le masque dans les écoles – pour les élèves seulement, les enseignants étant contraints, eux, de le conserver. « *Évidemment, reprenait le ministre, ce principe vaut dans les deux sens et dès lors que la situation se dégrade, malheureusement, nous devons réactiver un certain nombre de mesures.* »

Le nombre de classes fermées augmente de nouveau

C'est ce qui s'est passé, dans les départements aujourd'hui concernés par le retour du masque, dès avant les vacances. Dans certains endroits comme dans l'Aveyron, les Pyrénées-Atlantiques, la Charente-Maritime, l'Eure-et-Loir... des clusters sont réapparus, en particulier dans des écoles. En Lozère, les élèves avaient même dû remettre le masque dès le 14 octobre. Selon le dernier bilan communiqué par le ministère de l'Éducation nationale à la veille des vacances, le vendredi 22 octobre, on observait une remontée du nombre d'écoles (de 5 le 15 octobre à 20 le 22) et de classes (1 180 le 15 octobre, 1 246 le 22) fermées. Pas de bilan pendant les vacances évidemment, mais on peut craindre que les brassages multiples qui n'auront pas manqué de se produire à l'occasion de celles-ci se traduisent dans les chiffres à la rentrée ou dans les semaines suivantes.

Un geste barrière essentiel, en l'absence de capteurs de CO2

La mesure n'est pas accueillie défavorablement chez les enseignants. Pour Catherine Nave-Bekhti, du Sgen-CFDT, elle semble même « *plutôt sage si on veut éviter des contaminations nombreuses qui amèneront inévitablement des fermetures de classes, voire des fermetures d'écoles* ». Mais il faut « *voir si ça va être une mesure facilement acceptée par les familles* »,

observe Stéphane Crochet, du SE-Unsa. Une crainte partagée par Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU (syndicat majoritaire) : « *Et si dans quinze jours on repasse sous le seuil de 50, on va retirer à nouveau le masque ? C'est un jeu de yo-yo qui crée de l'instabilité, de l'insécurité pour les élèves et les familles.* » Pour la syndicaliste, ce va-et-vient fragilise les gestes barrières : « *Il aurait fallu attendre une vraie stabilisation du taux d'incidence avant d'enlever le masque.* »

D'autant que, la saison froide s'installant, ouvrir les fenêtres pour aérer les salles de classe va redevenir problématique. Et que, constate encore Guislaine David, malgré les annonces gouvernementales sur les aides à destination des municipalités pour équiper les écoles, « *dans les classes, nous n'avons toujours pas de capteurs de CO₂, ni de purificateurs d'air* ». Le masque constitue donc un geste barrière essentiel pour éviter que la contagion reparte de plus belle en milieu scolaire et, par voie de conséquence, dans la population générale – où le taux d'incidence moyen était déjà remonté à plus de 60 cas pour 100 000 habitants, le 3 novembre.